



## UN CAHIER DE HUIT PAGES



**Jean-Claude Trichet :**

**« C'est le moment d'agir »**

**ÉCONOMIE &  
ENTREPRISES**

► Un entretien exclusif  
pages 11 à 13

# « Nous jouons dans l'équipe monétaire d'Europe »

Pour Jean-Claude Trichet, la parole est toujours un exercice d'équilibrisme. Le gouverneur de la Banque de France ne se dérobe jamais à sa responsabilité d'expliquer et de justifier la politique de stabilité monétaire à laquelle son nom est attaché depuis une décennie. Mais il lui faut également réfléchir à chaque mot qu'il prononce. Car il suffira d'un qualificatif de trop pour déclencher une bourrasque sur les marchés monétaires ou alimenter une polémique politique. C'est pourquoi, par exemple, il se montre particulièrement laconique lorsqu'on l'interroge sur la valeur actuelle de l'euro (plutôt faible) par rapport au dollar. Souhaiter trop ouvertement une appréciation de la monnaie européenne serait défier à la fois la

spéculation et les gouvernements, toujours enclins à préférer une monnaie faible. Cet équilibrisme entre plaidoyer inlassable et prudence indéfectible, Jean-Claude Trichet y est passé maître. Il a ainsi tracé son chemin vers l'objectif de l'euro. Le 31 décembre au soir, il aura le sentiment d'une mission accomplie et, même s'il ne le dit pas, un pincement au cœur.

Guillaume GOUBERT

### ENTRETIEN

#### Jean-Claude Trichet

Gouverneur de la Banque de France, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE)

**A** quarante-trois jours du passage à l'euro, tout est-il prêt ?

Jean-Claude Trichet : Nous sommes à la fois vigilants et confiants. Le programme se déroule comme prévu. La montée en puissance de l'euro scriptural (cartes de crédit, TIP, chèques, virements...) est maintenant significative et conforme à ce que nous

avions programmé. La préparation de l'euro fiduciaire (pièces et billets) se fait dans des conditions,

dans l'ensemble, convenables. Nous restons néanmoins vigilants, car il faut tous les jours prendre des décisions, suppléer des défaillances ici ou là et mobiliser encore plus l'ensemble des partenaires.

— Plusieurs associations de consommateurs demandent que les banques restent ouvertes durant le pont du jour de l'an. Que leur répondez-vous ?

— Je crois qu'il faut être aussi pratique que possible. Les banques commerciales ont fourni un effort remarquable pour l'euro. Je leur en sais gré. Les banques commerciales ne seront ouvertes le 1<sup>er</sup> janvier au grand public nulle part en Europe. Dans quelques pays, minoritaires dans la zone euro, certaines banques commerciales seront ouvertes aux professionnels seule-

ment. Les banques françaises ne l'ont pas prévu ainsi, et je ne vois pas de raison de leur demander de revenir sur cette décision. Cela ne change de toute manière rien pour le grand public.

— Beaucoup de commerçants demandent que la période de double circulation franc/euro soit raccourcie. Est-ce possible ?

— L'euro est un très grand projet qui concerne 305 millions d'habitants, dont 60 millions en France. Nous avons un programme qui a été



mûrement réfléchi et décidé par le Comité national de l'euro, sous la présidence de Laurent Fabius. Nous l'appliquons. Il ne faut rien changer dans le calendrier prévu, sinon on perturbe non seulement les banques mais aussi les commerçants eux-mêmes et, surtout, nos

concitoyens. Le franc pourra donc être utilisé jusqu'au 17 février. Nous escomptons que, pour une très large partie de la circulation fiduciaire, la substitution sera déjà réalisée après les quinze premiers jours de janvier. C'est dans l'intérêt de tout le monde.

— **Au niveau international, l'euro est en place depuis deux ans (lire les Repères, page 13). Sans lui, comment les monnaies européennes auraient-elles traversé la période qui a suivi les attentats du 11 septembre ?**

— S'il n'y avait pas eu la monnaie unique européenne dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999, nous aurions connu des tensions entre les diverses monnaies qui se seraient traduites

inévitavelmente par des hausses des taux d'intérêt. Au contraire, nous avons vu fonctionner en vraie grandeur l'une des caractéristiques de l'euro qui est de protéger très efficacement l'ensemble de la zone contre les perturbations venant de l'extérieur. C'est un grand avantage que nous donne la monnaie unique. Ce n'est ni le seul ni même, peut-être, le plus important. Avant tout, la monnaie unique permet de réaliser l'achèvement du marché unique européen et donc de conduire à un fonctionnement bien meilleur de l'économie européenne.

— **Que pensez-vous de la parité actuelle euro/dollar ?**

— « Un euro fort est dans l'intérêt de l'Europe. » Voilà une phrase courte, concise, qui résume très précisément ce que l'on peut penser sur le sujet. Je souhaiterais, pour ma part, que l'on s'en tienne toujours à cette phrase qui a été approuvée par le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) comme par l'Eurogroupe.

— **Compte tenu des incertitudes pesant sur l'économie, les hypothèses de croissance française affichées par le gouvernement pour 2002 vous semblent-elles réalistes ?**

— Je crois qu'il faut être très humble en la matière, car personne n'est sûr de ce que sera la croissance de l'année prochaine. Je me souviens, par exemple, d'un début d'année en France où le débat public portait sur

l'excès d'optimisme du ministre des finances. À la fin de la même année, le débat portait sur l'excès de pessimisme du même ministre parce que la croissance avait finalement été supérieure aux prévisions ! Je préférerais plutôt que l'on donne de larges fourchettes concernant les prévisions de croissance, plutôt qu'un seul chiffre qui peut être très trompeur. Ainsi, au moment où je parle, la plupart des prévisions sont révisées en baisse. Les événements du 11 septembre y sont pour beaucoup, naturellement. Les succès rapides de la lutte contre le terrorisme vont, je l'espère, changer l'atmosphère et alimenter un regain de confiance. Peut-être certains découvriront-ils qu'ils étaient trop pessimistes.

La première qualité, dans ces circonstances exceptionnelles, c'est de conserver son sang-froid. C'est ce que la Banque de France recommande à tous les agents économiques. Le plus beau cadeau que nous pourrions faire aux terroristes serait de modifier nos projets d'investissement, de développement et de consommation.

— **Va-t-on connaître une période de récession ?**

— S'agissant de l'Europe, ce n'est pas du tout mon hypothèse de travail. De même, nous n'envisageons pas une récession technique pour la France : nous prévoyons une croissance du troisième trimestre de 0,3 % et, pour le dernier trimestre, une croissance de 0,3 % également, ce qui donnerait une croissance en moyenne pour l'année 2001 de 2 % environ. Mais nous ne sommes pas passifs devant l'évolution de l'économie. L'ingrédient principal dont nous avons besoin dans la période présente, c'est la confiance. La responsabilité de la BCE, de l'Eurosystème tout entier, de la Banque de France pour notre pays, c'est de contribuer à cette confiance monétaire et financière.

Le conseil des gouverneurs de la BCE a donné un triple signal de confiance en baissant les taux d'intérêt le 8 novembre. D'abord signal de confiance dans la stabilité des prix : si nous avons baissé les taux, c'est que nous croyons que, grâce en particulier à notre vigilance, la hausse des prix en

Europe redescendra en dessous de 2 % au cours du premier semestre de l'année prochaine. C'est très bon pour la consommation et donc pour la croissance. Ensuite, grâce à la stabilité des prix, signal de confiance à l'égard des épargnants. Enfin, signal de confiance dans la capacité de l'économie européenne de reprendre son essor après la période de ralentissement, et non pas de récession, que

nous traversons actuellement.

— **Les marchés financiers anticipent déjà de nouvelles baisses des taux de la BCE. Ont-ils raison ?**

— Au moment où je parle, les marchés mondiaux de *financial futures* n'anticipent plus de baisse de taux. Ceci est probablement lié aux bonnes nouvelles venues d'Afghanistan. Je vous dirai simplement, pour ce qui me concerne, que l'encre de notre dernière décision est à peine sèche et que les conditions monétaires et financières en Europe sont aujourd'hui très favorables. C'est le moment d'investir, de consommer, en somme d'agir et pas d'attendre.

— **On accuse souvent la BCE de trop privilégier la stabilité monétaire par rapport aux impératifs de croissance et de création d'emploi. Que répondez-vous ?**

— Toutes les banques centrales visent la stabilité des prix qui est essentielle au bon fonctionnement de l'économie et à la solidité de nos démocraties. Toutes considèrent que la stabilité des prix est une condition nécessaire de la croissance, de la création d'emplois et de la lutte contre le chômage. Il n'y a pas contradiction entre la stabilité des prix et la croissance durable, mais une relation de complémentarité étroite.

— **La mobilisation contre « l'argentsale » a été relancée depuis les attentats du 11 septembre. Quelle est votre analyse sur ce point ?**

— La communauté internationale doit redoubler d'énergie pour traquer l'argent utilisé par le crime organisé et le terrorisme. La France est très active en ce domaine. C'est à notre initiative qu'a été créé le Groupe d'action financière (Gafi) en 1989. Notre problème principal est de faire en sorte qu'il n'y ait plus de zones du monde dans lesquelles l'argent du crime organisé puisse se sentir plus en sécurité qu'ailleurs. Nous n'y arriverons pas du jour au lendemain, mais il y a aujourd'hui un consensus complet de toute la communauté internationale.

Imaginons qu'en dénouant la pelote de fil, on tombe sur une organisation terroriste recevant de l'argent depuis une place offshore et que les autorités de ce pays refusent de coopérer. Je ne donne pas une journée avant que la décision soit prise d'engager des mesures de rétorsion très énergiques contre ce pays. Nous n'en sommes plus au point où des pays pourraient répondre : pardon, mais je ne dirai rien. Nous exigeons aujourd'hui une totale coopération de



leur part. Nous ne pouvons plus maintenant tolérer la persistance de zones de non-droit s'agissant de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

— **On se demande toujours si Wim Duisenberg quittera la présidence de la BCE à mi-mandat et si vous lui succéderez...**

— Je n'ai jamais fait aucun commentaire à ce sujet. Nous avons un excellent président qui a la confiance de tous.

— **Vous avez incarné, pendant des années, la politique du franc fort. Qu'éprouvez-vous au moment où le franc va disparaître ?**

— Permettez-moi d'abord de souligner que notre politique monétaire a été pendant de longues années le fruit

d'une stratégie multipartisane associant, au-delà des alternances politiques, les grandes sensibilités politiques de notre pays. Depuis son indépendance, en 1994, la Banque de France, issue elle-même de ce consensus, a été le sanctuaire de cette politique dont les enquêtes d'opinion montraient qu'elle était approuvée par les trois quarts des Françaises et des Français de toutes sensibilités. Nous jouons maintenant, de par la volonté du peuple français, dans l'équipe monétaire d'Europe. Tous les agents de la Banque de France ressentent, me semble-t-il, un sentiment de grande émotion au moment de voir disparaître les signes du franc qui se mélange à un sentiment de fierté pour avoir réussi à faire très exactement ce que notre pays nous avait demandé : construire l'euro, avec la Banque cen-

trale européenne et les banques centrales sœurs, dans un esprit de coopération intime.

Recueilli par **Jean-Claude BOURBON**,  
**Guillaume GOUBERT**  
et **Nathalie LACUBE**

#### *Du Trésor à la BCE*

■ **Jean-Claude Trichet** est né le 20 décembre 1942 à Lyon. Il est énarque et inspecteur des finances.

**De 1987 à 1993** : directeur du Trésor.

**Depuis 1993** : gouverneur de la Banque de France.

**De 1993 à 1995** : gouverneur de la Banque mondiale.

**Depuis 1998** : membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE).



PASCAL SITTLER/REA

**Jean-Claude Trichet.** Depuis le 11 septembre, l'euro a protégé « très efficacement l'ensemble de la zone contre les perturbations venant de l'extérieur ».



► *La monnaie est unique, mais pas la préparation. La conduite du passage à l'euro pose des problèmes particuliers à chacun des douze pays qui y participent*

## Les Européens avancent en ordre dispersé

**L**a Commission de Bruxelles est rassurée. D'après une enquête rendue publique lundi dernier, à J - 50 avant l'arrivée de la nouvelle devise, seuls 6 % des Européens de la zone euro ignorent encore la date de basculement.

Derniers entrés dans l'Union européenne, les Finlandais sont, d'après les sondages, les premiers informés. Derniers admis dans la zone euro, les Grecs, eux, s'estiment les moins prêts. Autant de rapports « psychologiques » différents avec la monnaie à accueillir et celle à abandonner.

### Les Français sont prêts sans le savoir

■ La France s'est accordé une période transitoire de six semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier pour écouler les derniers francs aux caisses et répandre les premiers euros dans le porte-monnaie. Le gouvernement considère que la plupart des francs seront rendus d'ici à la mi-janvier, notamment en avançant la date des soldes.

L'euro est d'ailleurs déjà employé. Sans toujours s'en rendre compte, un quart des Français manient déjà de la monnaie scripturale européenne (chèques, cartes bancaires, prélèvements, TIP...), selon la Fédération bancaire française. Des motifs d'inquiétude demeurent toutefois. Si huit chefs d'entreprise sur dix se déclarent prêts, les experts-comptables estiment, eux, que 66 % des petites entreprises n'ont toujours pas basculé à l'euro. Et, en septembre, 40 000 terminaux de paiement (TEP) de commerçants n'étaient pas adaptés. Par ailleurs, 15 % des distributeurs automatiques de billets (DAB) ne seront pas prêts le jour J, mais dans la semaine. Les

banques, de toute façon, seront fermées le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

### Les Allemands apprécient l'euro faible et regrettent le mark fort

■ Les Allemands éprouvent à l'égard du passage à l'euro les mêmes symptômes que les passagers d'un avion. Le stress du premier voyage est énorme. Il ne disparaîtra jamais complètement. D'ailleurs, les paiements en marks seront acceptés deux mois après le 1<sup>er</sup> janvier. La faiblesse actuelle de la devise européenne n'améliore pas sa cote dans l'opinion allemande, même si un euro faible est favorable à l'économie outre-Rhin. Les exportations ont augmenté de 9,8 % sur un an. « L'adieu au mark » promet d'être douloureux. « Nous avons quasiment une relation amoureuse avec notre monnaie », souligne le psychologue Guido Kiell. « Le pire est que la bière, la boisson nationale, va augmenter de 2 à 6 % avec l'introduction de la nouvelle monnaie », estime-t-on chez un grand brasseur. Une hausse qui devrait d'ailleurs toucher l'ensemble des produits alimentaires.

### Les Italiens sont encore peu familiarisés à l'euro

■ Les Italiens ont bien du mal à se préparer à l'euro. Selon un récent rapport parlementaire, le niveau de connaissance est encore partiel et insatisfaisant. Un Italien sur deux ne connaît pas la valeur exacte de l'euro. C'est dans le sud de la péninsule que l'on rencontre le plus d'Italiens qui ne sont absolument pas familiarisés avec la nouvelle monnaie, plus de 65 %, selon une enquête menée par l'institut Eurisko.

Avilie à maintes occasions par de

fortes dévaluations, la lire, qui a accompagné la vie des Italiens pendant plus de deux cents ans, suscite, au moment même où elle s'apprête à disparaître, beaucoup plus de nos-

tagie que prévu. Pour se consoler, les Italiens ont eu l'idée d'ériger un monument en bronze, en forme d'une pièce d'une lire, qui trônera sur une place d'une ville italienne. Tous les détails sur cette sculpture seront rendus publics le 31 mai 2002.

### Les Néerlandais craignent les débuts

■ Selon une enquête du Conseil du commerce de détail néerlandais, une situation chaotique menace après l'introduction de l'euro. Le conseil craint en effet que la capacité des distributeurs d'argent ne soit pas suffisante pour satisfaire la demande en euros lors des premiers jours de l'introduction. Selon cette étude, il faudrait que 50 % des Néerlandais paient en euros à partir du 2 janvier pour que l'on puisse parler de passage souple et sans problème. Or, seulement 15 % des consommateurs pourront alors régler leurs achats en monnaie unique, estime le conseil. « Il va y avoir de très longues files d'attente devant les distributeurs », met en garde cette organisation, en demandant la mise en place de points de distribution supplémentaires. Le ministère des finances néerlandais doit publier sa propre étude cette semaine pour rassurer l'opinion.

### Les Belges recourent au porte-monnaie électronique

■ Les consommateurs belges auront un allié précieux pour se simplifier le casse-tête du passage à l'euro : « Proton ». Avec ce porte-

monnaie électronique, lancé en Belgique en 1995, pas de risques de confusion entre les futurs billets ou d'erreurs dans le rendu de la nouvelle monnaie. Marchand de journaux, boulanger, épicier : pour régler tous les petits achats

quotidiens, ceux qu'il faut d'ordinaire payer en espèces, il suffit d'introduire sa carte bancaire dans un petit boîtier chez le commerçant et de valider le prix inscrit par le vendeur, sans même faire de code. Une autre touche permet de savoir combien il reste dans ce porte-monnaie virtuel dont le contenu s'affiche pour l'instant à la fois en francs belges et en euros. On peut en Belgique payer avec Proton dans quelque 70 000 points de vente, y

compris dans les parkings, le métro, les distributeurs de boissons ou les cabines téléphoniques. L'arrivée de l'euro devrait donner un coup de fouet au porte-monnaie électronique qui a eu, à ses débuts, du mal à s'imposer en Belgique.

## Les Espagnols redécouvrent les centimes

■ Les centimes pour les Français, ce n'est pas nouveau. Mais, pour les Espagnols, cela n'existe tout simplement pas et les virgules encore moins. Du moins depuis les trente à quarante dernières années. Le sujet des centimes a été inclus dans l'un des spots télévisés de la cam-

pagne de communication. « Nous tentons dans ce spot de faire comprendre l'importance des centimes, d'autant plus que nous avons un change compliqué, 166,386 pesetas pour un euro », explique-t-on à la Société de transition à l'euro, sous tutelle du ministère de l'économie. Cette société rassure : « D'après nos enquêtes, les Espagnols ne semblent pas avoir peur de ce changement et les personnes âgées encore moins car elles ont connu l'époque des centimes. »

**Sébastien MAILLARD**  
avec **Aude CARASCO**,  
**Nathalie CALMÈS** (à Bruxelles),  
**Valérie DEMON** (à Madrid),  
**Ariane de JONG** (à Amsterdam),  
**Anne LE NIR** (à Rome),  
**Michel VERRIER** (à Berlin)

## REPÈRES

### L'euro

#### L'histoire

**1970** : le rapport Werner propose une union monétaire européenne.

**1972** : création à Bâle du « serpent monétaire européen ».

**1973** : le plan d'union économique et financière est abandonné en plein choc pétrolier. Les monnaies européennes quittent les unes après les autres le « serpent ».

**1979** : la Communauté adopte le Système monétaire européen (SME) autour d'un cours-pivot appelé ECU

(European Currency Unit, unité de compte européenne). L'ECU ne sert qu'aux banques.

**1986** : l'Acte unique européen prévoit un marché unique pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

**1989** : le Conseil européen de Madrid décide de libérer les mouvements de capitaux à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1990.

**7 février 1992** : le traité de

Maastricht établit une « Union économique et monétaire (UEM) comprenant à terme une monnaie unique ».

**1995** : l'Union européenne, élargie à quinze, établit le scénario du passage à la monnaie unique. Le nom euro est choisi.

**1998** : définition des parités fixes entre les monnaies de la zone euro et désignation du premier président de la Banque centrale européenne (BCE), le Néerlandais Wim Duisenberg.

**1<sup>er</sup> janvier 1999** : mise en œuvre des parités fixes. L'euro devient la monnaie des marchés financiers.

**1<sup>er</sup> janvier 2002** : adoption de l'euro pour les particuliers.

#### Les parités

Un euro vaut :

**6,55957** francs français  
**200,482** escudos portugais  
**2,0371** florins néerlandais  
**40,3399** francs belges ou luxembourgeois  
**1939,27** lires italiennes  
**0,787564** livres irlandaises  
**1,95583** marks allemands  
**5,94573** markkas finlandais

**166,386** pesetas espagnoles  
**13,7603** schillings autrichiens  
**340,750** drachmes grecques

## Pour en savoir plus

**www.euro.gouv.fr** : le site officiel français est complet et lisible, pour le prix d'une connexion à Internet.

On peut aussi se procurer des informations par téléphone au numéro vert 0. 800. 01. 2002 (appel gratuit) ou par Minitel 3615 euro 2002

(0,057 € /minute ou 0,37 F).

**www.europa.eu.int/euro** : le site de l'UE consacré à l'euro dans les 12 pays, pédagogique, proposé des questions/réponses.

#### La semaine prochaine

#### Le Crédit agricole entre en Bourse

La « banque verte » va mettre, à la mi-décembre, 30 % de son capital sur le marché.